

I. E. D. E. S.



TOME VIII — N° 32
Octobre-décembre 1967

REVUE TIERS-MONDE

37

L'ESPAGNE A L'HEURE DU DÉVELOPPEMENT

avec la collaboration de :

A. COTORRUELO SENDAGORTA, L. CHICOTE
SERNA, J. VELARDE FUERTES, J. ISBERT
SORIANO, J. PRADOS ARRARTE, M. SANCHEZ
AYUSO, L. A. ROJO, E. de FIGUEROA MARTI-
NEZ, J. J. FORNS, M. SUAREZ, A. FERNANDEZ
DIAZ, J. L. SAMPEDRO, R. TAMAMES, L. LOPEZ
ALVAREZ, P. CHAUNU, M. LIZCANO, E. COU-
CEIRO NUNEZ, L. GUERECA TOSANTOS

EXTRAIT

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

A mi amigo
Guido Arino de Inyo
don Manuel de Inyo
respetosamente
Suárez

LA RÉFORME AGRAIRE
COMME BASE
DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
EN ESPAGNE

par Macrino SUÁREZ*

Pour que l'Espagne atteigne un niveau de vie décent, il est nécessaire et urgent d'accomplir le développement de son économie. En effet, l'Espagne est un pays en voie de développement, et pour passer au stade économique supérieur, il lui faut réaliser une politique économique capable de changer sa structure.

Si l'on définit le développement économique comme toute croissance qui entraîne des changements de structure, on peut affirmer que si l'Espagne est encore un pays en voie de développement, c'est parce que son économie se caractérise par l'existence d'entraves à l'évolution de sa structure.

Ces entraves sont diverses : politiques, économiques et sociales. Mises à part celles de caractère politique et social — dont l'examen sortirait du cadre de cet article —, les principaux obstacles au développement de caractère économique sont les suivants : la persistance des structures agraires périmées, la dimension des entreprises industrielles — trop grandes ou trop petites —, et la structure du commerce extérieur.

Nous croyons que le plus important est celui du secteur agricole, étant donné que celui-ci représente 27 % du revenu national, emploie plus de 38 % de la population active, et que sa contribution au commerce extérieur est supérieure à 60 % des exportations totales.

C'est pour cela que l'agriculture est devenue un véritable pôle « négatif ». En effet, l'utilisation inadéquate des ressources naturelles et humaines et la capitalisation insuffisante ont eu pour conséquence une basse productivité et un bas niveau de vie chez les agriculteurs. Cette situation devient encore plus grave par le fait que les pays de la C.E.E. se sont mis d'accord pour appliquer

* Chargé de recherches à l'Institut de Science Économique Appliquée (I.S.E.A.).

une politique agricole commune. Quelle que soit la position de l'Espagne face au Marché Commun, il est certain que l'accord agricole des six pays rend encore plus urgent le besoin de moderniser l'agriculture espagnole et de la faire plus compétitive.

Donc, une des conditions indispensables et préalables au développement économique de l'Espagne est la réforme des structures agraires périmées, soit la réalisation d'une réforme agraire.

Notre but sera donc d'exposer les lignes générales de ce que nous entendons par une réforme agraire et les effets qu'elle pourrait produire sur l'économie espagnole. Pour cela, nous examinerons d'abord les mesures qui déterminent une réforme agraire, puis ses effets sur une économie en voie de développement.

I. — LES MESURES QUI DÉTERMINENT UNE RÉFORME AGRAIRE

Toute réforme agraire devra viser deux buts : a) économique : augmenter la productivité du secteur agraire, principalement par la rationalisation de l'exploitation agricole en lui donnant la dimension optimale ; b) social : accroître le niveau de vie des paysans tout en leur procurant l'accès à la propriété de la terre qu'ils travaillent.

Pour cette raison, nous croyons qu'une réforme agraire doit comprendre deux sortes de mesures : économiques et sociales.

A) Mesures économiques

a) *Rationalisation des exploitations agricoles.* — Actuellement, la structure des exploitations agricoles espagnoles est mauvaise, et du point de vue économique, et du point de vue social.

En effet, la structure actuelle du système foncier espagnol se caractérise par la prédominance de deux types de propriété : les *latifundia* et les *microfundia*.

D'après le premier recensement agricole, effectué en 1962, il y a en Espagne 2 949 495 exploitations qui représentent une superficie totale de 43 904 895 ha. La petite propriété (moins de 20 ha) représente 24 % du total, soit plus de 10 millions d'hectares. La grande propriété (plus de 100 ha) représente 54 %, soit plus de 24 millions d'hectares. Donc, 79 % de la superficie totale des exploitations agricoles espagnoles souffre des conséquences d'une distribution irrationnelle.

Les 24 millions d'hectares qui correspondent à la grande propriété appartiennent à 51 283 propriétaires, d'où une moyenne de 460 ha par propriétaire. A remarquer que 4 000 de ces propriétaires possèdent des domaines supérieurs à 1 000 ha, et 397 de plus de 5 000 ha.

Par contre, 5 486 620 petits propriétaires possèdent 8 108 522 ha, soit une moyenne de 1,47 ha par propriétaire. A cela, il faut ajouter le morcellement

excessif de la petite propriété : 35 millions de parcelles de moins de 1 ha...

L'injustice sociale d'une telle distribution de la terre est évidente et s'aggrave par le fait que la dimension des exploitations est aussi mauvaise du point de vue économique. Sans aucun doute, étant donné que la grande exploitation agricole moderne est plutôt une exception en Espagne, et que le morcellement a une grande importance, on peut bien se rendre compte de l'énorme perte que subit l'économie agraire par la faute de ce système foncier.

Les effets économiques et sociaux des *latifundia* et *microfundia* sont bien connus : monoculture extensive, fuite de revenus, perte de surface cultivable, augmentation des coûts de production, entrave à la mécanisation, sous-emploi, analphabétisme, bas niveau de vie, émigration, méthodes de culture routinières, manque de services essentiels dans les zones rurales, etc.

Pour corriger cette situation, il faudrait faire un bilan des exploitations agricoles. Celles qui, ayant une grande étendue, sont exploitées d'une manière inefficace — c'est-à-dire celles dont les investissements par hectare cultivé ne permettent pas d'atteindre un niveau technique normal — devront être expropriées et redistribuées. Pour éviter que cette redistribution n'ait des effets négatifs, on devra conserver une dimension optimale pour les nouvelles exploitations créées, entendant par celle-ci la dimension qui — pour obtenir une production déterminée — permet pour chaque type d'exploitation une meilleure combinaison des trois facteurs de production : capital, terre et travail.

En ce qui concerne les petites exploitations, il serait nécessaire de réviser et de développer le système du remembrement actuel. Bien que ce soit dans ce domaine que la politique agricole de l'État espagnol ait eu le plus d'efficacité, elle est encore bien incomplète.

Il faudrait augmenter le rythme du remembrement (1) qui devrait être obligatoire, et non comme maintenant laissé à la volonté des propriétaires. Il serait indispensable de regrouper les terres une fois remembrées. En effet, actuellement le service du remembrement limite son action à grouper les parcelles d'une même exploitation. Ce faisant, on diminue le morcellement, mais le problème de la petite exploitation demeure.

Étant donné que la réforme du système foncier devra avoir pour but d'augmenter la sécurité des agriculteurs, nous croyons qu'il faudra encourager l'agriculture de groupe, favorisant le développement des coopératives de production en commun.

b) *Diversification des cultures.* — Trois cultures occupent — si l'on tient

(1) Au rythme actuel, il faudrait 80 ans pour solutionner le problème des *microfundia* en Espagne.

de Conservation des Sols a exécuté des travaux couvrant une étendue de 207 597 ha.

On devrait redoubler les efforts, moyennant le renouvellement de l'équipement mécanique, en faisant connaître aux agriculteurs les techniques de conservation et en les orientant dans le choix des cultures non préjudiciables au sol.

Toutes ces mesures économiques n'auront le maximum d'efficacité que si elles sont complétées par des mesures qui dépassent la dimension économique et de caractère nettement social.

B) *Mesures sociales*

L'objectif de la réforme agraire ne sera pas seulement de solutionner l'aspect économique, mais devra aussi essayer d'améliorer la situation sociale et humaine des agriculteurs. C'est pour cela qu'elle doit envisager des mesures de caractère social : a) Réforme des formes juridiques de l'exploitation agricole, et b) Formation professionnelle des agriculteurs par le moyen de la vulgarisation.

a) *Réforme des formes juridiques de l'exploitation agricole.* — En Espagne, on trouve les trois modalités juridiques d'exploitation classiques : le faire-valoir direct, le fermage et le métayage. Le faire-valoir direct représente 63,6 % de la superficie cultivée, soit 13 411 150 ha, le fermage 22,3 % (4 692 350 ha) et le métayage 14,1 % (2 972 050 ha). Donc, 37 % de la surface cultivée (7 664 400 ha) est en régime de fermage ou en régime de métayage. Le fermage et le métayage sont autant d'obstacles au progrès de l'agriculture. Le fermier n'exploite pas rationnellement la terre n'ayant pas l'assurance de pouvoir la garder. De plus, la terre doit produire dans les deux cas, pour celui qui la travaille et pour le propriétaire, ne restant que très peu pour les investissements. Quand bien même le bénéfice serait assez important, le fermier n'aurait aucun intérêt à investir dans des terres qui ne lui appartiennent pas. Au contraire, lorsque la fin du bail arrive, il a tendance à pratiquer une culture épuisante. Le fermage est aussi une entrave pour les travaux d'amélioration à long terme et pour le développement de l'agriculture de groupe. Tous ces reproches sont également applicables au métayage auquel il faut ajouter le défaut de ne pas disposer de capital d'exploitation.

La réforme agraire en Espagne devra avoir pour but la transformation des fermages et des métayages en faire-valoir direct. Mais le succès de cette transformation exigerait que les nouveaux propriétaires puissent disposer de capitaux nécessaires, soient compétents, s'intéressent à l'agriculture, qu'ils soient, en bref, des agents actifs du progrès agricole. Notons qu'à l'heure actuelle, l'absentéisme et le désintéressement de beaucoup de propriétaires

sont un frein au développement de l'agriculture. Cela mène au problème de la formation professionnelle des agriculteurs.

b) *La formation professionnelle des agriculteurs.* — L'expérience montre que le succès d'une réforme agraire dépend principalement de la capacité des agriculteurs à exploiter les terres selon les techniques modernes agricoles.

Il ne servirait à rien de réformer les structures agraires, ni même de mettre à la disposition des agriculteurs les moyens de production nécessaires si ceux-ci sont incapables de les employer avec efficacité...

C'est pour cela que toute réforme agraire doit réserver une place de choix à la formation professionnelle des agriculteurs moyennant un grand effort de vulgarisation.

En Espagne, ce besoin est encore plus grand si l'on considère le bas niveau d'instruction de la population active rurale. En effet, 15 % des agriculteurs n'ont jamais fréquenté l'école, 84,6 % n'ont qu'une instruction primaire très incomplète. Seulement 0,15 % de la population active agricole possède une préparation supérieure, et 0,25 % une préparation secondaire. En conséquence, les connaissances techniques des agriculteurs sont très insuffisantes.

En dépit de cette situation, les Services de Vulgarisation ne sont pas très développés. A l'heure actuelle, il y a en Espagne 364 agences d'expansion agraire qui disposent de 750 agents, d'où un vulgarisateur pour 6 000 agriculteurs. A titre d'exemple, notons qu'en Israël il existe un vulgarisateur pour 20 agriculteurs.

En ce qui concerne la formation des agriculteurs, on remarque qu'en plus de son importance limitée, il existe une grande dispersion d'efforts. Il y a de très nombreux organismes chargés de la formation professionnelle : *Institutos laborales de Modalidad agricola* (Instituts ouvriers de Modalité agricole), *Escuelas de Capataces* (Écoles de Contremaîtres), cours donnés par l'État (*Servicio de Extensión Agraria*), par les organismes syndicaux (*Granjas Escuelas de la Organización Sindical*), et par les organismes provinciaux ou locaux (*Cursillos de las Hermandades de Labradores*). De tous ces cours, seuls ceux assurés par les Écoles de Contremaîtres (*Escuela de Capataces*) semblent correspondre aux buts de tout enseignement agricole de degré moyen. Nonobstant, on observe que le nombre d'agriculteurs formés par ces Écoles est encore très bas (3 609 diplômés en 10 ans), et que les ouvriers agricoles, en général, n'ont pas la possibilité de suivre ces cours, soit par manque d'instruction élémentaire, soit faute de possibilités économiques. A noter aussi que les entreprises agricoles espagnoles, attachées encore au système d'exploitation traditionnel, n'absorbent pas le peu d'agriculteurs qualifiés par ces Écoles.

Dans le cadre d'une réforme agraire, la formation professionnelle devrait

être plus réaliste et efficace. Pour cela, il faudrait réduire les organismes qui s'en occupent. Par exemple, nous estimons que l'enseignement assuré par les *Institutos Laborales de Modalidad Agrícola y Ganadera* ne répond pas aux besoins de la formation professionnelle des travailleurs agricoles. De toute façon, tout développement de la formation professionnelle sera conditionné par :

a) La disparition de l'analphabétisme dans les zones rurales; b) Le niveau de recherche agricole; c) L'existence d'un service de vulgarisation efficace.

Nous venons d'examiner très rapidement les lignes générales d'une réforme agraire. Sans oublier que le succès des dites mesures dépendra des possibilités de son financement — donc du développement du crédit —, et aussi des mesures visant l'infrastructure (1) du pays, nous passerons maintenant à l'examen des effets qu'une réforme agraire ainsi conçue aurait sur l'économie espagnole.

II. — EFFETS DE LA RÉFORME AGRAIRE

Une réforme agraire comme celle que nous venons de décrire produirait deux sortes d'effets : économiques et sociaux.

A) Effets économiques

Parmi les effets économiques d'une réforme agraire sur une économie en voie de développement — le cas de l'Espagne —, il y a lieu de faire remarquer les suivants : a) L'expansion de l'industrie; b) Le développement du commerce extérieur; c) La rationalisation de la distribution de la population active; et d) La répartition plus équitable du revenu national.

a) *Expansion de l'industrie.* — En Espagne, les débouchés de l'industrie dépendent, en grande partie, des fluctuations des récoltes agricoles. Étant donné que la population rurale représente approximativement 50 % de la population totale espagnole, et que son pouvoir d'achat est très bas, le marché intérieur est faible. La réforme agraire, en augmentant le pouvoir d'achat des agriculteurs, provoquerait une demande croissante de produits industriels de consommation. En même temps, la capitalisation du secteur agraire aurait comme conséquence une demande majeure de biens d'équipement : tracteurs, engrais, outils, pesticides, etc. En outre, le traitement industriel des produits agricoles devient l'origine d'une demande à d'autres industries.

Le développement de l'industrie transformatrice de produits agricoles serait de grande importance, tant par l'effet multiplicateur qu'elle aurait, que

(1) Nous pensons que la politique d'irrigation et le reboisement ne sont pas des mesures proprement dites de la réforme agraire : leur importance et leur caractère infrastructurel font qu'ils sont plutôt l'objet de la politique générale des travaux publics.

par la stabilité des débouchés qu'elle donnerait aux produits agricoles, et l'absorption de main-d'œuvre sur place qu'elle provoquerait.

La crise de l'agriculture, dérivée du manque d'une politique agricole définie, fait qu'en Espagne la demande de biens d'équipement agricoles est très faible. On peut estimer que la mise en marche d'une politique agricole nette, acheminée vers la réforme des structures et la capitalisation du secteur agricole, aiderait grandement le développement de l'industrie nationale, spécialement en ce qui concerne les biens d'équipement agricoles et la transformation des produits. Pour faciliter cette évolution, il serait nécessaire de reconvertir les industries actuelles de biens d'équipement — dont la majorité est marginale — moyennant le réajustement indispensable qui les rendrait compétitives face à la concurrence internationale.

b) *Le développement du commerce extérieur.* — Les caractéristiques du commerce extérieur espagnol sont les suivantes : a) Volume insuffisant (1); b) Déficit constant et progressif (2); c) Dépendance de l'agriculture (3).

Le déséquilibre actuel de l'agriculture contribue profondément à la détérioration de la balance commerciale espagnole, et cela pour deux raisons : a) Le nombre réduit et de caractère périssable des produits agricoles exportés; et b) La nécessité de faire des importations croissantes de produits agricoles qui pourraient être fournis par notre agriculture si le secteur agricole disposait de moyens de production nécessaires.

La balance commerciale agricole, traditionnellement positive, s'est soldée à partir de 1962 par un déficit qui est passé de 3,5 millions de dollars en 1962 à 250 millions en 1965. En 1966, la tendance s'est encore accentuée : au cours des huit premiers mois, seulement les importations de maïs (1 789 187 t), de viande (90 078 t), d'orge (368 761 t), de lait et produits laitiers (38 926 t) supposent déjà 220,20 millions de dollars.

Le problème est donc non seulement de développer les exportations, mais aussi de substituer les importations agricoles, ce qui permettrait de libérer des devises pour importer des biens d'équipement tant pour l'industrie que pour l'agriculture, et se répercuterait sur le niveau technique et la productivité du secteur agraire.

Il est donc évident que la modernisation de l'agriculture, selon les lignes générales décrites plus haut, permettrait au secteur agraire autant l'aug-

(1) Les exportations n'atteignent guère le milliard de dollars, ne représentant que 6 % du revenu national. Les importations supposent 2 milliards de dollars, et représentent 15 % du revenu national.

(2) Le déficit est passé de 16 212 millions de pesetas en 1957 à 128 000 millions en 1965.

(3) Les exportations agricoles représentent 65 % des exportations totales, les importations agricoles s'élevant à 35 % des importations totales.

mentation des exportations que la diminution des importations de produits agricoles.

Il ne faut pas oublier que l'Espagne, en plein démarrage économique, ne peut se permettre de continuer indéfiniment à dépenser beaucoup de devises pour des importations agricoles, d'autant plus que la balance de paiements est à nouveau déficitaire (1). La persistance de cette situation, motivée par la crise agricole actuelle, pourrait compromettre le développement économique en empêchant l'importation de biens d'équipement et en provoquant l'augmentation croissante des importations de produits alimentaires.

c) *La rationalisation de la distribution de la population active.* — Selon le dernier recensement effectué en Espagne en 1960, la population active était de 11 634 000 personnes, dont : agriculture 4 803 000, industrie 3 571 et services 3 260 000. D'après l'estimation faite par le C.E.S.N., la distribution en date du 31-12-1965 était la suivante : Population active totale : 12 203 000 personnes, dont : agriculture 4 222 000, industrie 4 271 et services 3 710 000. Cela donne la suivante distribution relative : secteur agricole 34,6 %, industrie 35 % et services 30,4 %.

Nous voyons donc que la population active agricole est passée, de 1960 à 1965, de 4 803 à 4 222 000 personnes, soit de 41,2 % à 34,6 % du total. Cette évolution ne peut malheureusement pas être considérée comme positive. En effet, l'exode massif de la population agricole (2) n'a pas été compensé au rythme nécessaire par l'emploi de machines. En outre, l'industrie et les services ont été dans l'incapacité d'absorber totalement cette main-d'œuvre laquelle n'a pas eu d'autre choix que de prendre le chemin de l'émigration vers les pays européens industrialisés.

Mais cette émigration devient encore plus grave par le fait qu'elle est formée, en grande partie, de gens jeunes et actifs (3), d'où un vieillissement dangereux de la population active agricole.

Malgré cette diminution, la population active agricole est encore supérieure au niveau idéal. En effet, 34,4 % de la population active produit un revenu agricole représentant 18,3 % du revenu national. On peut estimer — d'après cette relation entre population employée et revenu, et aussi en tenant compte de l'évolution de la mise en irrigation des terres — que la population active agricole ne devrait pas dépasser 20 % de la population active

(1) En 1965, le déficit fut de 140 millions de dollars. Pour les neuf premiers mois de 1966, le déficit est déjà de 130 millions de dollars, et l'on estime qu'il s'élèvera à 200 millions pour la fin de l'année.

(2) En 1964-1965, on estime qu'un demi-million de personnes actives ont quitté le secteur agricole, ce qui dépasse largement les prévisions du Plan de Développement qui étaient, pour 1964-1967, de 340 000 agriculteurs.

(3) En 1964, selon l'Institut national de Statistique, 255 300 agriculteurs quittèrent le secteur agricole, dont 50 % étaient des personnes de 20 à 45 ans.

RÉFORME AGRAIRE COMME BASE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

totale. Cela signifie qu'à l'heure actuelle, il y a encore un excédent de population agricole de l'ordre de 1 700 000 personnes.

La modernisation de l'agriculture et le développement parallèle de l'industrie contribueraient à absorber la population agricole excédentaire. Insistons sur l'importance d'une création d'industries de transformation de produits agricoles, et d'un développement de la formation professionnelle en vue d'une contribution à la solution de ce problème.

d) *La répartition plus équitable du revenu agricole.* — La connaissance en Espagne de la répartition personnelle du revenu est très vague étant donné qu'il n'existe aucune statistique officielle sur la distribution du revenu ni sur les salaires.

En particulier, dans l'agriculture, la concentration de la propriété, les salaires insuffisants (1) et le bas niveau de vie font supposer que la répartition personnelle du revenu est très inégale. Le malaise social dans l'agriculture et l'émigration massive des agriculteurs proviennent de cette inégalité.

Par la redistribution des terres et la réduction des fermages, la réforme agraire rendrait plus équitable la répartition du revenu agricole. Le transfert aux cultivateurs directs des bénéfices excessifs des grands propriétaires pourrait avoir une répercussion favorable sur le secteur agraire. L'augmentation du revenu des agriculteurs se traduirait d'abord par un accroissement de la consommation — à l'avantage de l'industrie —, ensuite par un développement des investissements agricoles.

Outre l'importance des conséquences économiques, il faut aussi tenir compte le problème social. La redistribution du revenu contribuerait à améliorer les conditions de vie des agriculteurs en leur procurant une meilleure alimentation, des logements et un niveau culturel supérieur. Cette amélioration de la condition sociale des agriculteurs occasionnerait, à son tour, un accroissement de leur efficacité économique.

B) *Effets sociaux*

La situation sociale des zones rurales espagnoles ne peut être plus grave : manque de logements, alimentation insuffisante, absence ou rareté des services les plus élémentaires (eau, électricité, assistance médicale), mauvaises communications, écoles très éloignées ou même fermées par manque d'instituteurs.

Quelques chiffres tirés d'une enquête réalisée par le Service syndical de Statistique, et publiés par *Cuadernos informativos de Desarrollo económico-social* (2),

(1) Selon l'I.N.E., le salaire moyen annuel et par personne était, en 1964, de 27 790 pesetas dans l'agriculture, de 46 158 dans le secteur secondaire, et de 62 191 dans le secteur tertiaire.

(2) Publication de l'*Instituto Balmes de Sociología* (*Consejo Superior de Investigaciones científicas*), II^e année, n^o 7.

nous donnent un aperçu de cette situation : 70,08 % des communes rurales manquent d'adduction, 82,05 % des familles ne disposent pas d'eau courante, 41,05 % des communes sont sans téléphone (un téléphone par 92,8 habitants); il n'y a qu'un appareil de télévision par 178 familles, un journal par 12,3, etc.

À cela, il faut ajouter le chômage, le sous-emploi, les bas salaires, les logements manquant de conditions hygiéniques, de place, d'aération les plus élémentaires. Tout cela se traduit par la dépopulation des zones rurales, l'exode des agriculteurs qui — nous l'avons vu plus haut — est loin de correspondre à un transfert normal de la main-d'œuvre aux autres secteurs de l'économie.

Il va de soi que tout accroissement du revenu découlant des mesures de réforme agraire et d'une augmentation de la production aura un effet immédiat sur le niveau social des agriculteurs.

* * *

En guise de conclusion, nous pouvons dire que la réforme agraire est la base d'une politique de développement en Espagne. Toute tentative pour développer l'économie du pays — et l'échec du Premier Plan confirme cette prémisse —, tout en conservant des structures agricoles périmées, serait stérile. En effet, le déséquilibre entre le secteur agricole et le secteur industriel ne ferait que s'accroître. La basse productivité agricole se traduirait toujours en un pouvoir d'achat insuffisant de la population rurale et en une production déficiente qui serait un frein à l'expansion de l'industrie et au développement du commerce extérieur.

Cependant, la réforme agraire n'est pas une panacée. Elle restera sans effets positifs si elle n'est pas encadrée dans un plan de développement coordonnant tous les secteurs économiques et insistant spécialement, dans les zones rurales, sur l'infrastructure, l'industrie et les services.

Sommaire

L'ESPAGNE A L'HEURE DU DÉVELOPPEMENT

	PAGES
Préface par François PERROUX	807
Agustin COTORRUELO SENDAGORTA : Le Plan de développement économique et social en Espagne : description et évaluation d'une expérience.....	813
Luis CHICOTE SERNA : Note sur la « philosophie » du Plan de développement.....	859
 Les facteurs de développement :	
Juan VELARDE FUERTES : L'agriculture et le développement	871
José ISBERT SORIANO : Le développement dans l'espace régional.....	893
Jesus PRADOS ARRARTE : Les investissements dans la planification espagnole....	911
Manuel SANCHEZ AYUSO : Le réveil de l'industrie.....	935
Luis Angel ROJO : Le commerce extérieur.....	943
Annexes statistiques rassemblées par A. FERNANDEZ DIAZ	961
 Les réformes :	
Emilio de FIGUEROA MARTINEZ : Les réformes des structures dans la dynamique du développement	973
J. J. FORNS : La réforme fiscale et la politique monétaire à la lumière du premier Plan	985
Macrino SUAREZ : La réforme agraire comme base du développement économique en Espagne	1009
Andrés FERNANDEZ DIAZ : Vers une formulation économétrique du Plan.....	1021
 Réactions devant le Plan :	
José Luis SAMPEDRO : Le Plan de développement espagnol dans son cadre social..	1033
Ramon TAMAMES : L'Espagne face à un second Plan de développement économique.	1043
Luis LOPEZ ALVAREZ : Croissance économique et originalité nationale.....	1069
 Espagne et Amérique ibérique :	
Pierre CHAUNU : Civilisation ibérique et aptitudes à la croissance.....	1093
Manuel LIZCANO : La spécificité des structures du développement en Espagne et en Amérique ibérique.....	1111
Enrique COUCEIRO NUNEZ : Présence économique de l'Espagne en Amérique latine	1123
 <u>DOCUMENTATION :</u>	
Luis GUERECA TOSANTOS : La coopération industrielle franco-espagnole.....	1135
François PERROUX : Note sur la ville considérée comme pôle de développement et comme foyer du progrès	1147
III ^e Congrès International d'Économie (Toulouse, 24-28 juillet 1967), « Pour une nouvelle politique du commerce extérieur »	1159

BIBLIOGRAPHIE

Revue Tiers Monde
Tome VIII - n° 32
Oct / Dec 1967

38

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

L'ESPAGNE

Macrino SUÁREZ, Un courageux exemple d'économie humaniste : Le complexe coopératif de Mondragón, in revue *Communauté*, n° 3, 1967, pp. 3-9.

Parler de l'individualisme espagnol, du manque d'esprit communautaire du peuple espagnol en général, et des travailleurs en particulier, est devenu lieu commun. Mais, si l'œuvre de quelques économistes et sociologues éclairés — comme Florez Estrada et Joaquin Costa, par exemple — n'avait pas suffi à démontrer le contraire, la réalité nous prouve que la tradition communautaire espagnole ne se contente pas de survivre : elle se développe.

Il est vrai que ce processus se réalise presque entièrement en marge de l'opinion générale. Heureusement, cela n'est pas le cas de quelques observateurs étrangers qui suivent de près, et d'une façon intelligente, son évolution. En effet, la revue française *Communauté* (1), éditée à Paris, publie un article très intéressant sur une des plus importantes réalisations coopératives et communautaires de l'Europe d'aujourd'hui. Il s'agit du complexe coopératif industriel *Ulgor*. Localisée à Mondragón, ville du pays basque espagnol (province de Guipuzcoa), cette coopérative a fait ses débuts, en 1956, avec 10 ouvriers seulement, pour passer, en 1964, à un effectif de 800. En même temps, les investissements passèrent de 8 millions d'A.F. à 2 milliards.

Ulgor, qui doit être considérée comme la coopérative mère, se décompose en plusieurs entreprises : *Fagor electrotecnic* (composants électroniques), *Arrasate* (machines-outils), *Ederlan* (fonderie), *Copreci* (pièces de régulation), *Ulgor* se réservant la production de réfrigérateurs, cuisinières, appareils électroménagers, toutes formant le complexe industriel *Ularco*. Cette décomposition (les entreprises créées étant des anciens départements d'*Ulgor*) a été réalisée pour pouvoir donner à chaque département une taille capable de s'imposer sur le marché, tout en gardant une structure de communauté de travail.

Le complexe dispose de 2 800 postes de travail, et son chiffre d'affaires est de 1 480 millions de pesetas.

Pour diriger ce complexe, la coopérative s'est donné une structure qui essaie d'associer l'efficacité économique et la démocratie industrielle. Il y a d'abord l'assemblée générale (*Junta General*) qui réunit tous les travailleurs une fois par an. Elle est souveraine et nomme les membres du Conseil d'Administration (*Junta Rectora*) et du Conseil de Vigilance. Le Conseil d'Administration (*Junta Rectora*) est composé de neuf membres non rémunérés élus pour quatre ans. Il est l'organe directeur de la Société et choisit la gérance, organe exécutif de la coopérative.

Ces organes exécutifs sont complétés par des organes de consultation et de conseil : le Conseil de Direction et le Conseil social. Le Conseil de Direction groupe les gérants et les directeurs des différents services. Il est chargé d'étudier tous les problèmes posés par le développement économique du groupe. Le Conseil social représente les membres de la coopérative en tant que travailleurs. Il veille aux problèmes sociaux (Sécurité sociale, Sécurité du travail, etc.), et

(1) N° 3, 1967, pp. 3-9.

accomplit une mission d'information dans les deux sens : il reçoit du Conseil d'Administration des informations destinées aux travailleurs, et lui transmet les suggestions de ces derniers. La structure s'achève par un Conseil de Vigilance, formé de 3 membres, chargé du contrôle de la comptabilité, et qui en cas de besoin devient la commission d'arbitrage.

Le financement du groupe des coopératives se fait par les apports des nouveaux associés (70 000 pesetas), la retenue sur les bénéfiques, et par la Caisse populaire du Travail (*Caja Laboral Popular*). Cette dernière a été créée, en 1959, pour pouvoir financer le mouvement coopératif. La Caisse, qui fait office de banque pour le groupe, reçoit les dépôts de toutes les unités de production, des travailleurs et de la population en général, mais ne prête qu'aux sociétés faisant partie du groupe coopératif.

Les associés de Mondragón ne se sont pas contentés de créer une communauté de travail (l'unité de base et l'essaim d'entreprises), d'avoir su mettre l'argent des travailleurs au service de la solidarité communautaire (Caisse populaire du Travail), mais se sont également préoccupés de mettre sur pied toute une infrastructure communautaire au service des travailleurs et de toute la population. En effet, ils ont créé leur propre Sécurité sociale sous forme de Mutuelle (*Lago Aro*) comme suite à l'exclusion du régime général d'assurances sociales, une école professionnelle polytechnique donnant la possibilité de former des ouvriers depuis le C.A.P. au titre d'ingénieur, des services culturels, sportifs, etc.

L'exemple extraordinaire de ces travailleurs est encore plus remarquable si l'on tient compte du fait que de nombreuses sociétés classiques espagnoles, disposant d'énormes moyens financiers, n'ont pas la capacité de faire face aux exigences de l'expansion économique et se trouvent au bord de la crise.

L'œuvre coopérative des travailleurs de Mondragón est une expérience d'économie humaniste et une solution valable pour surpasser le divorce entre capital et travail.

Il est très encourageant de constater qu'à l'heure actuelle, en Espagne — bien que la totalité de l'économie soit basée sur l'économie du marché et de l'argent — quelques ouvriers aient su choisir la voie de l'économie humaniste, c'est-à-dire de l'économie considérée comme « une création de l'homme par l'homme par la médiation d'un ordre humain des choses comptabilisables (1) ».

Arthur Robert BURNS, L'Espagne et le développement économique, *De Economía*, n° 89, Madrid, 1965.

Cet article constitue une intéressante étude critique sur le développement économique de l'Espagne ainsi qu'une contribution appréciable à l'effort de planification actuellement en cours.

Le P^r Burns analyse tout d'abord les origines et les fondements du Plan de 1964-1967 dont il situe le point de départ dans le processus d'ouverture et de libéralisation des échanges mis en œuvre par le gouvernement espagnol en 1959. Par la suite, les considérations et les suggestions de la Mission de la Banque mondiale concernant la planification économique en Espagne,

(1) François FERROUX, Vers l'économie de tout l'homme et de tous les hommes, *Projet*, Paris, n° 15, mai 1967, p. 548.